

Habitants de Picon en Colère !!!

La valeur des gens se mesure parfois au degré de résilience dont ils font preuve. Les locataires de « La Résidence Picon » peuvent alors revendiquer la palme de la patience. Contrairement à ce que certains pensent, la colère n'est pas une seconde nature chez les habitants des quartiers populaires et les familles de Picon en sont un exemple remarquable !

Tout le monde sait qu'à Picon une réhabilitation est en cours, des travaux lourds en moyens et en efforts demandés aux locataires. Par ailleurs ce quartier subit aussi les nuisances des travaux de la L2. Ce qui donne à ce quartier des allures de mine à ciel ouvert d'Amérique du sud. Il faut imaginer les montagnes de terre retournées, les nuages de poussières soulevées, les engins de chantiers aux dimensions monumentales, les marteaux piqueurs, les dameuses et les foreuses qui dans un concert ahurissant de décibels ne cessent de creuser, retourner, casser le sol à quelques mètres des habitations. Cette activité frénétique génère des vibrations sismiques que les habitants de Picon ressentent jusque dans leurs appartements. On dit que l'on s'habitue à tout et que le bruit peut finir par s'estomper au moins dans le ressenti. Mais la vérité est tout autre, les bruits du chantier qui ne s'interrompent que très tard la nuit pour reprendre à l'aube, brisent le sommeil, le moral et la santé des populations qui subissent ces nuisances. La pharmacie du quartier enregistre une formidable progression de la consommation des somnifères et autres anxiolytiques et problèmes respiratoires! Preuve de l'impact sur la santé publique de ces travaux. Il faut aussi observer les nuages de poussières en suspension qui flottent au-dessus du quartier pour terminer le tableau infernal qu'est devenue la vie dans ce quartier !

Se rajoute à ces nuisances, la façon dont les protagonistes de la réhabilitation conçoivent leur relation avec les locataires. Outre la définition du mot concertation qui reste pour le bailleur social, apparemment différente de celle que les dictionnaires en donne. Et que nous souhaitons rappeler par souci de clarté : Pour nous la concertation ne doit pas se résumer à une simple consultation. Elle doit être une co-élaboration des travaux entre le bailleur, la maîtrise d'œuvre et les habitants. Elle doit concerner l'ensemble des programmes de travaux, donner des informations essentielles aux locataires sur la durée, la nature et les budgets engagés. La transparence dans la concertation est une donnée essentielle pour les habitants, qui s'ils avaient été suffisamment consultés et informés auraient pu adhérer à la rénovation du quartier ! Ce qui n'est manifestement pas le cas !!!

Que dire des travaux ? Les témoignages sont nombreux et plus édifiants les uns que les autres. La réunion publique du 18 avril est là pour en attester. Bouygues est en charge de nombreux travaux dans le bâti et les finitions, mais Bouygues par souci d'économie sous traite, et sans jeter la pierre aux ouvriers qui font ce qu'on leur dit de faire avec les moyens qu'on leur donne, de nombreux locataires constatent des malfaçons, des travaux réalisés avec des matériaux au rabais et à la qualité médiocre. Des choix critiquables techniquement, esthétiquement et parfois inquiétant du point de vue de la sécurité (rambardes de balcon fixées uniquement par

4 vis au sol et sans renforts latéraux...)). Au nombre des incongruités, la réception des travaux n'est effectuée que de façon bipartite, sans validation et accord des locataires !!!

L'état et les collectivités territoriales non plus ne semblent pas prendre la mesure de la situation ! Les taxes d'habitation sont maintenues à des niveaux effarants. L'occupation des parkings de la cité par les engins et les véhicules des différentes entreprises obligent les habitants à transporter leurs courses sur des centaines de mètres et comble du cynisme, beaucoup se sont fait verbaliser pour stationnement interdit !!!

Dans cette réhabilitation, comme dans d'autres, tout semble avoir été conçu, réfléchi et organisé comme si ces travaux allaient se dérouler sur la lune. Un seul détail semble avoir été oublié : ce quartier est habité, par des hommes, des femmes et des enfants. **Ce territoire a une histoire sociologique, avec un enracinement des familles et un attachement profond à ces lieux !**

Cette colère légitime ne vient pas du néant et, nous habitants de Picon n'avons aucun goût pour la violence et le conflit, mais nous sommes farouchement attachés à notre dignité et nous demandons à être respectés dans nos droits !

En conscience et en responsabilités voilà ce que **NOUS EXIGEONS** :

1- Une cellule de travail sous l'autorité de l'Etat réunissant les représentants des locataires, le bailleur, MRU, la L2 Nord et Bouygues pour :

- Mettre en place un phasage des interventions logement par logement avec 15 jours d'avance.
- Contrôler le suivi des travaux et après les travaux.
- Réaliser Une expertise technique pour chaque corps des travaux ;
- Organiser La gestion courante, indépendamment des travaux PRU Picon.

2- Nous demandons une réception des travaux validée aussi par les locataires.

3- Mesures compensatoires pour les préjudices subis

- Nous demandons le remboursement des taxes d'habitations depuis 2013 (démarrage des travaux L2 Nord et PRU Picon)
- Nous voulons l'annulation des prochaines taxes d'habitation et ce, jusqu'à la fin des travaux de la L2 Nord et PRU Picon.
- Des indemnités liées au préjudice subies par les locataires
- Nous allons constituer un dossier sur les verbalisations de stationnement indues, sur les aires géographiques impactées par les

travaux de la L2 Nord et PRU Picon. Nous demandons à être reçus en Préfecture pour déposer ledit dossier.

4 Problèmes liés aux travaux :

- Nous exigeons la présence de l'association de locataires lors des réunions de chantier
- Nous exigeons des emplois pour les jeunes dans le cadre du PRU et L2 Nord
- Nous exigeons la sécurisation des échafaudages (accident dégâts sur véhicule locataires bâtiment E) !
- Sécurisation de toutes les entrées d'immeubles (une liste des entrées non sécurisées sera remise à la CLCV qui la transmettra au bailleur).
- Sécurisation des lieux et des tous les accès
- La transparence des marchés publics et des budgets
- Nous demandons une attestation de la LOGIREM certifiant qu'il n'y a pas d'amiante dans tous les appartements et espaces collectifs.
- Nous refusons catégoriquement qu'une route traverse la pelouse de Picon (au détriment d'espace vert pour les enfants et les familles).
- Nous demandons des réunions individuelles pour établir un état des lieux des travaux (et non des réunions publiques). La réception des travaux devra aussi être signée par les locataires.
- Nous souhaitons que soit donnée la priorité aux locataires qui le veulent, d'être relogés sur place dans les nouveaux bâtiments construits sur site.
- Nous demandons la reprise en totalité des travaux de mal façon ou de qualité médiocre (ex : les volets), ainsi que l'étanchéité des toits.

Si nous ne sommes pas considérés ou entendus, voilà ce **que NOUS COPMTONS FAIRE** :

- Nous nous réservons le droit de constituer un dossier « Santé » avec
- les témoignages des pharmaciens et médecins du quartier, celui-ci servira à faire valoir ce que de droit en cas de judiciarisation du problème !
- Nous continuerons à payer nos loyers, mais nous les verserons à la caisse des dépôts et consignations. Nous sommes d'honnêtes locataires mais nous refusons de payer un loyer maintenu, lors même que la prestation contractuelle est dégradée !
- Nous bloquerons le chantier si nous estimons que cela est nécessaire, notre démarche sera citoyenne et pacifique, mais nous sommes toutes et tous déterminés à faire valoir nos droits !

Les Habitants de PICON / CLCV PICON BUSSERINE

Marseille, le 22 Avril 2016